



Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XXII-3 | 2017

Forms of Activism in the United Kingdom (Grassroots
Activism, Culture, Media)

Particularisme philanthropique vs universalité de l'État-providence : la « *Big Society* » peut-elle remplacer le gouvernement ?

*Philanthropic Particularism vs Universalism of the Welfare State: Can the Big
Society replace the Government?*

Raphaële Espiet-Kilty



Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études
en civilisation britannique

Édition électronique

URL : <http://rfcb.revues.org/1428>

DOI : 10.4000/rfcb.1428

ISSN : 2429-4373

Référence électronique

Raphaële Espiet-Kilty, « Particularisme philanthropique vs universalité de l'État-providence : la « *Big Society* » peut-elle remplacer le gouvernement ? », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XXII-3 | 2017, mis en ligne le 05 juillet 2017, consulté le 08 juillet 2017. URL : <http://rfcb.revues.org/1428> ; DOI : 10.4000/rfcb.1428

Ce document a été généré automatiquement le 8 juillet 2017.



Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Particularisme philanthropique vs universalité de l'État-providence : la « *Big Society* » peut-elle remplacer le gouvernement ?

Philanthropic Particularism vs Universalism of the Welfare State: Can the Big Society replace the Government?

Raphaële Espiet-Kilty

Introduction

- 1 Le concept de société civile est difficile à cerner si bien que Kendall et Knapp la définissent comme « un monstrueux sac béant¹. » Il est souvent plus facile d'annoncer ce qu'elle n'est pas plutôt que ce qu'elle est. La société civile n'est ni l'État (sphère publique), ni le marché (sphère marchande), ni la famille (sphère privée). Elle se définit par l'ensemble des actions menées par des individus, des groupes, des associations, des clubs dans l'objectif de servir : (i) l'intérêt particulier soit de ces mêmes groupes (les résidents d'un quartier rassemblés en comités ou les associations de locataires par exemple, il s'agit ici souvent d'actions dites civiques), soit d'autres groupes (les sans-abris par exemple), (ii) des causes (la recherche médicale, l'enfance maltraitée, la faim dans le monde ou la protection de l'environnement par exemple), ou encore (iii) l'intérêt public (hôpitaux, hospices, commissariats de police, écoles). Certaines définitions de la société civile incluent des associations telles que les syndicats et les partis politiques. Elles ne sont toutefois pas la norme, et les études statistiques menées aujourd'hui n'incluent pas ce type de participation. Enfin, depuis la fin du XIX^e siècle, la démarcation entre société civile et sphère publique est de moins en moins marquée car, outre le fait que des bénévoles participent au fonctionnement de certains services publics, de nombreuses associations sont partiellement, voire entièrement, financées par l'État.

- 2 Si les raisons ainsi que l'objectif de l'engagement peuvent varier, en revanche, celui qui s'engage en donnant de son temps et/ou de son argent, que ce soit à titre individuel (bénévolat informel), ou dans le cadre d'une association (bénévolat formel), le fait à titre gracieux. De même, si certaines associations manipulent des sommes importantes, elles ne peuvent être répertoriées qu'à condition d'être à but non lucratif.
- 3 Frank Trentmann fait remonter l'origine de la société civile au début de l'époque moderne en Europe, quand des associations et des clubs commencèrent à se former indépendamment de l'État². Au Royaume-Uni, l'âge d'or de la société civile, dans le sens d'un accroissement important du nombre d'actions menées, est la seconde moitié du XIX^e siècle. La mise en place par le gouvernement libéral d'un embryon de filet de protection sociale à partir de 1908 augure une longue période de remise en question. Au Royaume-Uni, l'ingérence de l'État dans le domaine social, notamment depuis la mise en place de l'État-providence au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, aurait contribué, si ce n'est à la mort du monde associatif, du moins à son déclin indéniable³. William Beveridge, le père de l'État-providence, s'alarme même, dès 1948, que le gouvernement qu'il décrit comme un « Léviathan tout-puissant⁴ » finisse par totalement étouffer le monde associatif. Si elle ne fait plus l'unanimité aujourd'hui, de nombreux chercheurs présentant la période 1945-1970 comme une période d'adaptation et de reformulation plutôt que de repli⁵, la thèse dite « décliniste » est largement reprise par la droite néolibérale et ses tenants, à commencer par le leader du Parti conservateur élu en 1975 : Margaret Thatcher.
- 4 En 1995, dans le second tome de ses mémoires publiés pour défendre son bilan, Margaret Thatcher revient sur sa vision de la société⁶. Pour l'ex-Premier ministre, celle-ci est « constituée d'individus et de communautés⁷ » qui se sentent « découragés et désorientés si l'État intervient pour prendre des décisions qui devraient vraiment revenir aux gens, aux familles et aux voisinages⁸. » Thatcher ne cache pas son admiration pour la société victorienne dont elle loue l'esprit civique et la moralité chrétienne qui auraient contribué à dynamiser la société civile. Le XIX^e siècle, qu'elle décrit comme l'âge d'or de la philanthropie, aurait vu le nombre d'associations caritatives et de groupes de bénévoles se multiplier au point de devenir des piliers essentiels au maintien de l'harmonie sociale dans une société traversée par des bouleversements provoqués par une industrialisation rapide. Elle appelle de ses vœux un retour aux « valeurs victorienne⁹ » qui auraient façonné son enfance auprès d'un père lui-même acteur engagé dans le monde associatif¹⁰, et déplore l'excès de gouvernement qui serait responsable de la désintégration de la société civile et de la dépendance à l'État et à ses aides. Partant de l'idée que tout doit venir de l'individu, peu de mesures sont prises par les gouvernements Thatcher pour permettre à la société civile de se reconstruire alors même que le démantèlement de l'État-providence est amorcé.
- 5 Il faut attendre la formation du premier gouvernement travailliste de Tony Blair en 1997 pour que la société civile devienne une préoccupation politique. L'engagement devient alors l'un des thèmes phares du gouvernement dans le domaine social et le « *empowerment* ¹¹ » un leitmotiv. Les partenariats public/privé mis en place entre gouvernement et société civile ont pour objectif de permettre aux communautés de prendre leur propre destin en main, partant du principe qu'elles sont mieux à même de connaître leurs besoins que le gouvernement central. Toutefois, si les communautés doivent jouer un rôle important, l'accent est mis sur l'efficacité, celle du monde de l'entreprise. Les néo-travaillistes étendent donc la définition de la société civile pour y inclure une partie du

secteur marchand composé d'un type très précis d'entreprises : les entreprises dites sociales, dont l'objectif est de faire du profit tout en rendant un service à la société. Rebaptisée, la société civile devient le Troisième Secteur (*Third Sector*) qui n'est ni l'État, ni véritablement le marché. Il s'agit d'une « troisième voie » dans la façon de faire du social¹².

- 6 Dès son élection à la tête du Parti conservateur en 2005, David Cameron s'engage sur le terrain du social, notamment dans le but de se démarquer du thatchérisme. A l'accusation faite à Thatcher qu'elle a favorisé l'individualisme et l'égoïsme, Cameron annonce : « Nous dépendons tous les uns des autres¹³ ». À l'accusation faite au Parti conservateur d'être le « *nasty party* », celui qui ne se préoccupe pas des pauvres, des chômeurs, le parti qui veut privatiser le *National Health Service*, il affirme incarner le conservatisme compassionnel¹⁴. Enfin, alors que Thatcher niait que la société existât¹⁵ il annonce au contraire qu'elle existe bien, qu'elle est même grande, la « *Big Society* », sans toutefois totalement renier le thatchérisme, puisqu'il admet que société et état ne sont pas la même chose¹⁶. Les émeutes qui secouent le pays en août 2011 lui permettent de peindre le tableau d'une société qu'il dit « brisée » (« *broken society* ») et, selon lui, il n'existe qu'une seule solution pour la réparer : il faut « donner aux gens le pouvoir de travailler collectivement avec d'autres personnes de la société civile pour résoudre leurs problèmes¹⁷. » À bien des égards, Cameron reprend le thème du « *empowerment* » des gouvernements travaillistes. Toutefois, les partenariats entre société civile et gouvernement créés par Blair et Brown doivent disparaître car participant du « trop d'État ». La société civile ne retrouve pas pour autant ses oripeaux d'origine puisqu'une partie du lien avec le secteur marchand est conservée à travers les entreprises sociales. Le Parti conservateur entend réduire le rôle du gouvernement en le limitant à « aider activement à créer la "*Big Society*" » ; en faisant campagne pour favoriser le renouveau social, en catalysant et galvanisant¹⁸. » Pour atteindre cet objectif, Cameron dit vouloir s'appuyer sur l'existant : des programmes sociaux qui fonctionnent et qu'il faut continuer à encourager et des activistes, c'est-à-dire tous les bénévoles qui sont déjà engagés et qu'il faut aussi soutenir. Cependant, pour que la société soit grande, il faut que tous participent en masse et adoptent une culture de la responsabilité, de la réciprocité, que tous remplissent certaines obligations vis-à-vis de la société¹⁹. Cameron cite le travail de deux universitaires Cass Sunstein (droit, Harvard) et Richard Thaler (économie, Chicago) qui étudient comment inciter les gens à adopter un certain comportement et ont publié un ouvrage sur la question en 2009, *Nudge : Improving Decisions About Health, Wealth, and Happiness*. La mise en place en 2011 d'un *National Citizen Service*²⁰ non obligatoire par le gouvernement de coalition formé au printemps 2010 est l'illustration de cette politique puisque l'objectif du gouvernement est d'inculquer aux 16-17 ans la culture du bénévolat : « le gouvernement doit favoriser et soutenir une nouvelle culture du bénévolat, de la philanthropie, de l'action sociale²¹. »
- 7 Cet historique rapide de la société civile à l'époque contemporaine montre que, depuis les années 1970 et la mise en place d'un modèle économique néolibéral, tous les gouvernements, de droite comme de gauche, cherchent à réduire ce qu'ils décrivent comme l'emprise de l'État-providence sur la société. Il est accusé par les uns d'avoir créé une culture de la dépendance ou de l'assistanat, d'avoir piégé les bénéficiaires d'aides soumises à conditions de ressource (« *welfare benefits* ») dans un cycle de la pauvreté, d'avoir favorisé l'émergence d'une « *underclass* » en créant un mode de vie reposant sur des revenus dits de substitution et, par les autres, d'être trop centralisé et donc peu adapté aux besoins divers d'une société hétérogène. Pour tous, la solution est de rendre

les pouvoirs peu à peu laissés par le gouvernement à des organismes intermédiaires (pour les travaillistes) ou à la société civile (pour les conservateurs), partant du même postulat : que la base, est mieux à même d'agir en toute connaissance de cause pour régler les problèmes qui l'affectent. Le parti pris est donc que des individus, que ce soit à titre privé ou dans le cadre d'associations, peuvent, par le biais d'actions philanthropiques, régler les problèmes de la société, alors que l'État, par le biais d'un système de couverture sociale universel, ne le peut pas, ou plus, ou le fait mal. Ce parti pris se retrouve dans l'ensemble des mesures votées entre 1979 et 2015 pour encourager la société civile à prendre le pas sur l'État. Les premières réductions d'impôts (*Gift Aid*) pour certaines donations faites à une association caritative sont votées dans la Loi de Finance de 1990²². La National Lottery affectant 28% des revenus générés par la vente des billets au monde associatif est créé en 1994²³. *Gift Aid* est étendu en 2000 et, finalement, un Livre Blanc est voté pour encourager davantage encore les donations en 2011²⁴.

- 8 Au total, au-delà de la question du lien sans cesse redéfini entre société civile et État, se profile également une autre question : celle de la représentation, par la classe politique, de la société civile et de ses pouvoirs. Imaginée ? Idéalisée ? Réellement opérante ? La société civile peut-elle assumer les fonctions de l'État-providence ? Pour répondre à ces questions, très vastes, il faut avant tout étudier qui sont aujourd'hui les bénévoles, les citoyens engagés qui constituent la société civile. Il convient également d'établir pour quelles causes ils donnent leur temps et/ou leur argent. Bien sûr, toute tentative de réponse restera limitée dans le temps tout d'abord. L'objectif est ici de d'étudier la « *Big Society* » dans le temps, sur la période 2010-2015, intervalle durant lequel la société civile est exhortée à se construire pour pallier le démantèlement de l'État-providence, accéléré par des mesures d'austérité budgétaire. Ensuite dans l'espace, puisque, depuis la dévolution des pouvoirs en 1999, les études statistiques rendant compte des changements au sein de la société civile font la distinction entre les quatre entités territoriales et/ou nationales du Royaume-Uni. Les sources utilisées pour cet article ne concernent que l'Angleterre.

Bénévoles en Angleterre : Qui sont-ils ?

- 9 D'après la *Community Life Survey* 2013-2014 (CLS), une étude annuelle commandée par le Cabinet Office, 74% des citoyens résidant sur le territoire anglais déclarent avoir participé à une action bénévole au moins une fois dans l'année écoulée, 64% de façon informelle, et 41% de façon formelle ; 75% ont donné de l'argent à une ou des associations caritatives sur la même période. Dans l'ensemble, l'étude démontre que ces pourcentages sont stables depuis le début du nouveau millénaire, les fluctuations n'excédant jamais plus ou moins 5%²⁵. Outre le fait que ces chiffres ne donnent pas une image précise de ceux qui s'engagent ni dans quel type d'action ils le font, il convient de noter également qu'ils révèlent essentiellement des tendances, ceci pour deux raisons. En premier lieu, ils sont calculés à partir d'un échantillon qui, bien que le plus représentatif possible, reste limité en nombre (ici 5105 personnes interrogées). Ensuite, puisqu'il s'agit de philanthropie, la tentation est grande de faire des réponses de circonstance. En effet, l'image du bénévole est celle d'un individu qui fait le bien. Ne pas participer peut donc être considéré comme négatif, égoïste, ce qui peut amener certains sondés à embellir la réalité. Enfin, et c'est peut-être la limite la plus importante, ceux qui ont le plus tendance à répondre à un sondage sur l'engagement philanthropique sont ceux qui s'engagent. Afin de contourner

certains de ces problèmes, la *Charities Aid Foundation (CAF)*, également auteur d'un rapport annuel (*UK Giving*), a adopté une méthodologie différente. L'hypothèse de travail est que les sondés vont chercher à donner une bonne image d'eux-mêmes ; pour obtenir la réponse à une question précise, plusieurs questions sont alors systématiquement posées : les sondés ont ainsi l'occasion de faire au moins une réponse positive²⁶.

- 10 Reste le problème de la définition du bénévolat, un terme qui s'avère relativement flexible. Par exemple, pour la *CLS*, le bénévolat formel est un engagement non rémunéré dans le cadre d'une association caritative, d'un groupe, d'une organisation ou d'un club²⁷ alors que la *CAF* ne conçoit le bénévolat formel que dans le cadre d'une association caritative (*charity*)²⁸. Cette différence explique d'ailleurs que les pourcentages publiés par la *CAF* dans *UK Giving* soient systématiquement inférieurs à ceux de la *CLS*. À titre d'exemple, alors que 41% des sondés pour la *CLS* déclarent avoir mené au moins une action de bénévolat formel dans le courant de l'année 2013-2014²⁹, ce pourcentage est de 14% pour *UK Giving* pour la même année³⁰. Ces différences ne confèrent pas une plus grande valeur à une étude qu'à l'autre. Il semble cependant important d'insister sur l'engagement social par le biais des associations caritatives, si l'objectif est de déterminer si la société civile peut remplacer l'État-providence. Pour la même raison, comparer ces deux sources peut être très intéressant quand il s'agit de distinguer différents types de participation ou d'évaluer qui fait quoi en fonction de son âge, son genre, son appartenance ethnique et confessionnelle, son activité économique, sa classe sociale et son lieu de résidence.
- 11 La tranche d'âge la plus active au niveau du bénévolat formel est celle des 45-64 ans, avec 63% des sondés déclarant avoir mené une action bénévole dans le cadre d'une association caritative durant le mois précédant le sondage effectué en 2013-2014³¹. Les résultats de la *CLS* confirment cette tendance bien que les tranches d'âge utilisées soient légèrement différentes³². Par contre, si l'on ne considère que l'action d'aider bénévolement au moins une fois par mois, alors, d'après la *CLS*, ce sont les 65 à 74 ans qui sont les plus actifs³³. C'est également cette dernière tranche d'âge qui donne le plus, que ce soit sous forme monétaire ou de dons en nature (vêtements, etc.)³⁴. Même s'il est difficile de comparer les deux études sur la question de l'âge étant donné que ni les tranches d'âge ni les questions ne correspondent, une tendance se dégage. Le bénévolat semble être une activité plus pratiquée par les citoyens dans la seconde moitié de leur vie, quand ils sont établis, que les enfants sont peut-être plus grands et qu'ils ont acquis une certaine sécurité économique. Il est toutefois intéressant de noter que, d'après la *CLS*, l'une des tranches d'âge dont l'engagement dans des actions de bénévolat formel ne serait pas négligeable aujourd'hui serait les 16-25 ans³⁵. Ce serait, en outre, la seule catégorie dont la participation n'aurait pas baissé entre 2012-2013 et 2013-2014. L'engagement des jeunes peut s'expliquer de différentes façons. Le développement d'internet et la familiarité de cette tranche d'âge avec les nouvelles technologies font qu'il leur est aisé, en un clic, de signer une pétition sur Facebook, ou de participer à une manifestation lancée sur les réseaux sociaux par une association ou un groupe. Tout en demeurant du bénévolat formel, c'est-à-dire au bénéfice d'un organisme répertorié, ces actions ne sont toutefois pas nécessairement à but social. Ce ne sont donc pas celles qu'il convient de retenir ici, si l'objectif est de comprendre si la société civile peut remplacer l'État-providence. D'ailleurs, pour *UK Giving*, la tranche d'âge 16-24 est « la moins susceptible d'être engagée que ce soit en faisant des dons ou en menant des actions sociales³⁶ ». À cet égard, ce sont donc les résultats de *UK Giving* qu'il faut retenir, même s'il est peu judicieux de minorer

l'engagement des jeunes, d'autant qu'en 2011, le gouvernement de coalition a mis en place un *National Citizen Service* réservé aux 16-17 ans pour favoriser leur engagement bénévole dans des projets d'aide sociale³⁷. Ceci explique peut-être l'augmentation constatée, du taux de participation des jeunes à des actions de bénévolat formel au moins une fois par mois depuis 2010³⁸.

- 12 Pendant longtemps, le secteur caritatif a été porté pratiquement exclusivement par des femmes bénévoles essentiellement parce qu'elles étaient nombreuses à être inactives et parfois également pour des raisons culturelles. Il était en effet de bon ton pour les femmes appartenant aux couches sociales supérieures de faire le bien en participant aux bonnes œuvres. C'était même un devoir moral. L'ouverture progressive du marché du travail aux femmes de tous les milieux sociaux dans le courant du XX^{ème} siècle a redessiné le paysage économique et social. L'écart entre la participation des femmes à des actions de bénévolat et celle des hommes s'est resserré peu à peu au point de ne plus être significatif vers la fin du XX^{ème} siècle. La tendance se serait même inversée au XXI^{ème} siècle. Selon la CLS, en 2010-2011, 65% de femmes comme d'hommes déclarent avoir participé à au moins une action bénévole (toute action confondue, dans un cadre formel comme informel), ces pourcentages sont respectivement de 73% pour les femmes et 71% pour les hommes en 2012-2013, et 73% pour les femmes et 74% pour les hommes en 2013-2014³⁹. En revanche, toujours selon la même étude, les femmes sont plus nombreuses à donner de l'argent que les hommes : par exemple 78% des femmes sondées ont donné en 2013-2014 contre 71% des hommes⁴⁰. S'il est un fait que les hommes s'engagent de plus en plus, il est important de souligner que le type d'actions qu'ils mènent n'est pas identique à celui des femmes. Ainsi, celles-ci sont davantage présentes dans les hôpitaux ou les hospices auprès des malades et, en règle générale, dans les services d'aide à la personne. Elles s'impliquent également davantage dans les centres communautaires auprès des enfants alors que les hommes siègent dans les conseils d'établissements (scolaires), dans les conseils de quartier, dans les associations de logements (*housing associations*), ou dans les associations sportives. Au total, si l'on ne considère que les actions de bénévolat social dans le cadre d'associations caritatives, les femmes continuent à être plus engagées que les hommes, tendance confirmée par *UK Giving* : 63% des femmes ont participé à au moins une activité bénévole (donner de l'argent ou des biens, sponsoriser une personne, acheter un produit éthique ou être bénévole pour une association caritative) dans le mois ayant précédé le sondage contre 52% des hommes⁴¹.
- 13 Selon la CLS⁴², le groupe majoritaire (blanc selon la terminologie utilisée) donne plus sous quelque forme que ce soit aux associations caritatives. Il est également plus engagé dans des actions de bénévolat formel. À la question : « avez-vous donné à une association caritative dans les mois qui ont précédé le sondage ? », 79% ont répondu « oui » en 2005, 73% en 2009-2010 et 75% en 2013-2014, contre respectivement 71%, 61% et 74% des sondés appartenant à des groupes minoritaires indifférenciés pour les mêmes années⁴³. En 2010-2011, 26% des sondés appartenant au groupe majoritaire déclarent avoir participé à une action de bénévolat formel au moins une fois par mois dans l'année écoulée, 27% en 2013-2014. Les pourcentages correspondants sont 19% et 25% pour les bénévoles issus d'une minorité ethnique⁴⁴. Trois points sont à noter : les sondés issus du groupe majoritaire sont en moyenne 8,5 fois plus nombreux à avoir participé à l'étude ; l'écart entre leur participation et celle des bénévoles issus des groupes minoritaires s'est nettement resserré ces trois dernières années ; les groupes minoritaires semblent proportionnellement avoir été beaucoup plus affectés par la crise de 2008-2009, avec une

chute de participation physique autant que financière entre 2009 et 2011. Étudier les raisons précises qui expliquent cette baisse n'est pas l'objet de cet article, mais on peut avancer l'hypothèse que la crise ayant proportionnellement affecté les revenus les plus faibles davantage que les revenus intermédiaires, les citoyens issus des groupes ethniques minoritaires ont subi ses effets de plein fouet. Cela tendrait également à démontrer que les bénévoles appartenant à une minorité ethnique ont un niveau socio-économique moins élevé que l'ensemble des bénévoles appartenant au groupe majoritaire. Quant au fait que l'écart entre l'engagement des deux groupes se soit resserré récemment, il s'explique peut-être par une meilleure connaissance du système, connaissance découlant d'un effet de médiatisation. Le gouvernement de coalition a, en effet, largement mis l'accent sur le rôle nécessaire de la société civile dans le cadre de la « *Big Society* ». Le résultat serait que certains citoyens sont davantage susceptibles aujourd'hui de déclarer des actes pratiqués de façon traditionnelle dans leur communauté en utilisant les termes officiels de bénévolat.

- 14 La religion n'est pas nécessairement un motif d'engagement mais, dans l'ensemble, d'après le *National Council for Voluntary Organisations (NCVO)*, la majorité des sondés qui se déclarent pratiquants sont également actifs, soit en tant que donateurs, soit en tant que bénévoles⁴⁵. Le lien entre religion et ethnicité est, quant à lui, complexe, mais il est à noter que le facteur religieux joue un rôle important pour deux communautés en particulier : celles des blancs et celle des noirs (selon la terminologie utilisée dans l'étude). Effectivement, 58% des blancs pratiquants déclarent avoir mené au moins une action de bénévolat formel dans l'année du sondage contre 41% de non-pratiquants appartenant au même groupe ethnique. Ces pourcentages sont respectivement de 51% et 34% pour les noirs⁴⁶, un écart significatif. En revanche, si les blancs pratiquants sont impliqués dans un éventail d'actions assez large, deux tiers des noirs pratiquants donnent leur temps et/ou leur argent à leur congrégation⁴⁷. Il est toutefois difficile d'analyser l'importance de la religion sur l'engagement dans la mesure où les deux sources les plus récentes utilisées pour cet article⁴⁸ (*CLS* et *UK Giving*) ne posent plus la question de l'appartenance confessionnelle, peut-être le reflet de crispations récentes autour de ces questions. Il est toutefois peu probable que des changements majeurs aient eu lieu, dans ce domaine, durant les dix dernières années, si bien que l'on peut certainement continuer à affirmer que si la religion n'est pas un motif d'engagement, la majorité des pratiquants, en revanche, continuent aujourd'hui d'être impliqués dans le bénévolat. D'ailleurs, si l'Église n'est pas le principal bénéficiaire des dons (12% en 2014, en 6^e position), les causes religieuses reçoivent en revanche la part la plus importante des dons (14%) ,devant la recherche médicale, ce qui signifie que moins de personnes donnent plus (en moyenne 20 £ alors que la moyenne pour toutes les autres causes est de 14£)⁴⁹.
- 15 Jusqu'à présent, bien qu'une tendance se dégage qui permet de dire que le bénévole type est plutôt une femme d'âge mûr issue du groupe ethnique majoritaire, la participation masculine est en réalité pratiquement au même niveau que celle des femmes, si l'on ne regarde pas le type de participation dans les détails ; toutes les tranches d'âge à partir de la quarantaine sont engagées à peu près de façon équivalente, si ce n'est comme bénévoles, du moins comme donateurs. Il existe toutefois un domaine pour lequel les écarts sont encore aujourd'hui relativement significatifs : le niveau socio-économique du bénévole.
- 16 Toutes les études concordent sur ce point : la classe moyenne en générale - la classe moyenne supérieure en particulier - est la catégorie socio-économique la plus

représentée dans le bénévolat (participation et dons). Ainsi, selon le NCVO, 56% des bénévoles déclarant s'engager dans un cadre formel au moins une fois en 2008-2009 ont une licence ou son équivalent contre 23% de ceux qui n'ont pas fait d'études et, en 2010, 69% des bénévoles appartenant à la classe moyenne supérieure donnent de l'argent aux associations caritatives contre 48% de ceux qui appartiennent à la catégorie des travailleurs manuels⁵⁰. Selon *UK Giving*, 74% des sondés ayant mené au moins une action bénévole durant le mois précédant le sondage appartiennent à la classe moyenne supérieure⁵¹. Toujours selon *UK Giving*, cette même classe moyenne supérieure donne beaucoup plus, que ce soit sous forme d'argent ou de dons en nature, et achète davantage de produits issus du commerce équitable que la moyenne⁵². Il n'est pas nécessaire d'expliquer la corrélation entre revenu et capacité de faire des dons, même s'il faut se garder de tirer des conclusions trop hâtives pour deux raisons. Tout d'abord, *UK Giving* révèle que les bas salaires donnent proportionnellement plus que les salaires élevés⁵³. Ensuite, avec l'évolution dans la façon dont le monde associatif s'organise aujourd'hui et surtout dont les dons sont collectés, il est possible que cet écart se réduise peu à peu. En effet, de plus en plus de grosses entreprises contribuent aux bonnes œuvres en impliquant plus ou moins tous leurs employés dans des projets associatifs d'entreprise. C'est par exemple le cas de Tesco. Expliquer pourquoi il existe une corrélation entre niveau socio-économique et engagement dans des actions de bénévolat formel est plus compliqué.

- 17 Le capital social est un facteur déterminant pour expliquer pourquoi certains participent et d'autres pas, et ceci même si l'on se concentre sur l'action sociale, qui peut sembler plus ouverte, excluant ainsi la participation civique – plus politique – ou la participation par le biais des nouvelles technologies, qui nécessitent des savoir-faire. Effectivement, plus une personne se sent à l'aise dans une communauté, est sûre de ce qu'elle peut lui apporter, plus il lui sera facile de s'engager au service de cette même communauté, pour faire une différence. Le niveau d'étude du bénévole est donc, à ce titre, un facteur déterminant. L'importance des liens sociaux est également un aspect qu'il convient d'étudier. Le bénévolat est souvent affaire de connaissances, de réseaux, ce qui implique que plus le mode associatif est implanté et visible dans une communauté, plus il lui sera facile d'attirer des bonnes volontés. De même de nombreux bénévoles interrogés par le NCVO déclarent que ce qui a motivé leur engagement est l'éducation reçue de leurs parents, soit qu'ils étaient eux-mêmes bénévoles, soit qu'ils leur ont instillé des valeurs de partage et de solidarité. Ce qui empêche certaines personnes de s'engager est l'impression de ne pas être capable de faire la différence⁵⁴. C'est donc essentiellement la classe moyenne qui s'engage, un engagement souvent de proximité, au sein de la communauté à laquelle le bénévole appartient et pour une cause qui lui est proche. Ceci a des incidences sur l'ancrage géographique du monde associatif et sur les causes les plus plébiscitées.

Bénévoles en Angleterre : Où et comment s'engagent-ils ?

- 18 Avant tout, il semble nécessaire de rappeler que tous les bénévoles ne s'engagent pas uniquement dans des associations caritatives, des clubs, des groupes etc. Beaucoup donnent également de leur temps et de leur argent à des services gérés par l'État et, bien sûr, le *National Health Service* et l'Éducation sont deux institutions publiques qui dépendent notoirement aussi bien du travail des bénévoles que de leurs dons. Ce

phénomène s'est accru depuis 2010 et les mesures d'austérité budgétaire du gouvernement de coalition puisque de nombreux services publics subsistent aujourd'hui grâce au soutien des bénévoles, par exemple les bibliothèques municipales ou les musées.

- 19 Dans l'ensemble, le bénévolat est plus important dans les régions rurales (37% s'engagent dans des actions de bénévolat formel au moins une fois par mois) que dans les zones urbaines et dans les métropoles (25%)⁵⁵, ceci s'expliquant par le fait que les membres des communautés rurales sont plus solidaires et s'engagent ensemble en général au profit de la communauté elle-même. Autre phénomène, d'après la CLS, depuis 2005, les deux régions qui comptent le plus grand nombre d'associations répertoriées (total de 49345 au 20 juin 2016⁵⁶), le pourcentage le plus élevé de personnes déclarant s'impliquer dans des actions de bénévolat formel au moins une fois par mois (environ 32%), de même qu'au moins une fois dans l'année (entre 78 et 80%), et le grand nombre de personnes ayant fait des dons (entre 74 et 79%) dans les quatre semaines ayant précédé le sondage, sont le Sud Est et le Sud Ouest de l'Angleterre⁵⁷. Or, le Sud Est est la région la plus riche d'Angleterre. Inversement, le Nord Est, la région la plus pauvre, est celle qui compte le moins d'associations répertoriées (5188 au 20 juin 2016⁵⁸), le moins de bénévoles engagés mensuellement (13%) et le moins de personnes faisant des dons (68%). C'est également celle dans laquelle le pourcentage de sondés déclarant avoir le sentiment d'appartenir à une communauté soudée est le plus faible, avec 81% en 2010-2011 et 76% en 2012-2013⁵⁹. Ces pourcentages sont respectivement de 86% et 89% pour le Sud Est, la région dans laquelle les communautés sont les plus soudées⁶⁰.
- 20 Il existe cependant, au sein de chacune de ces régions, des poches de pauvreté et des poches de richesse dans lesquelles on retrouve les mêmes caractéristiques. Ainsi, ces disparités régionales n'ont pas des causes culturelles avec un Nord qui serait moins charitable que le Sud. L'impact du niveau socio-économique est réel, comme nous l'avons vu en première partie. Mohan et Breeze dans leur ouvrage *The Logic of Charity*, proposent un tableau élaboré par leurs soins à partir des résultats du 2008 *National Survey of Third Sector Organisations*⁶¹. Ils se servent de l'index utilisé pour mesurer la pauvreté afin de calculer le ratio d'associations opérant au niveau du quartier par tranche de 1000 résidents pour démontrer que, quelle que soit la région, ce ratio est en moyenne deux fois et demie plus élevé dans les quartiers riches que dans les quartiers pauvres. A titre d'exemple, il est de 0,61 associations pour 1000 habitants dans les quartiers les plus pauvres des East Midlands contre 1,54 associations dans les quartiers riches de la même région. De même, il est de 0,82 pour 1000 habitants dans les quartiers les plus pauvres du Nord Est et de 1,96 (le plus élevé de tous) pour les quartiers les plus riches du Sud Est⁶². Ce phénomène ne doit pas être mal interprété car il ne s'agit pas de pointer les pauvres du doigt. Il existe certes des raisons individuelles qui font qu'il peut sembler logique que les personnes vivant dans la précarité n'aient pas les moyens de contribuer physiquement ou financièrement à des actes bénévoles. Cependant, il y a également des explications structurelles à ces écarts. La plupart des associations opérant au niveau du quartier sont de petite taille et, par définition, dépendent essentiellement de bénévoles non rémunérés et de dons privés pour exister, à l'inverse des associations plus grosses dont le siège se trouve dans les grandes métropoles et dont les sources de revenus sont variées. Ces petites associations ont donc nécessairement plus de mal à exister dans les quartiers défavorisés par manque de soutien, *a fortiori* en période d'austérité. Cela ne signifie pas que ces quartiers soient des déserts associatifs dans lesquels il ne se passe rien. Beaucoup d'associations existent qui ne sont pas répertoriées, soit parce qu'elles ne sont pas

suffisamment importantes, soit parce que les bénévoles qui les dirigent ne souhaitent pas, ou ne peuvent pas, remplir tous les documents administratifs nécessaires à leur enregistrement officiel. En outre, certaines grosses associations peuvent être basées à Londres mais opérer sur tout le territoire. Il n'en reste pas moins que le niveau socio-économique des résidents d'un quartier est un facteur qui détermine leur engagement ou non dans le monde associatif et que ce sont les quartiers dans lesquels les besoins en actions sociales diverses sont les plus pressants qui sont les moins couverts. Le manque d'associations n'en est pas la seule raison, comme il va être démontré à présent.

- 21 Il y avait 164 097 associations caritatives enregistrées auprès de la *Charity Commission* au 30 septembre 2014, 164 889 une année plus tard et 165 277 associations en mars 2016⁶³ soit une légère augmentation sur les trois dernières années, mais une baisse par rapport à l'année 2007 (169 297 associations caritatives enregistrées). L'image globale est celle d'un secteur en reconstruction après la crise financière de 2008 à l'origine d'une chute importante dans le nombre d'associations (160 515 en 2009). Ce n'est en tout cas pas celle d'un secteur en pleine expansion, malgré les incitations gouvernementales.
- 22 Dans le peloton de tête des cinq plus grosses associations en termes de capital financier on trouve⁶⁴ : la Fondation Lloyd (*Lloyd's Register Foundation*) qui promeut l'éducation à travers le monde, suivie du *British Council* qui s'occupe de faire connaître la Grande-Bretagne à l'international, puis le *Arts Council of England*, *Nuffield Health* en lien avec le secteur de la santé (promotion et recherche) et *Save the Children International* qui n'intervient pas sur le sol britannique. *Cancer Research UK* et le *National Trust* (protection et promotion des patrimoines historique et naturel) arrivent respectivement en 6^e et 7^e position. La première association dont l'objectif est de prévenir la pauvreté et d'aider les personnes vivant dans la précarité, *Oxfam*, est en 11^e position. *Barnado's* qui s'occupe des familles vulnérables et en particulier des enfants, est 14^e. L'Armée du Salut, bien connue, est 26^e et *Age UK* qui s'occupe d'aider les personnes âgées, 35^e. Premier constat : aucune des dix premières associations n'a un champ d'action identique à celui de l'État-providence dont l'objectif principal est de fournir des aides aux revenus les plus faibles sous conditions de ressources. *Oxfam*, bien connu dans le monde et en Angleterre, notamment à travers des organismes affiliés comme le *Trussel Trust* qui fournit une aide alimentaire d'urgence aux personnes souffrant de pauvreté alimentaire, arrive en 11^e position. Par ailleurs, aucune des associations figurant dans le top cinq ne travaille avec des bénévoles. *Cancer Research* (6^e) et le *National Trust* (7^e) sont les deux premières à le faire avec respectivement 40 000 et 62 000 bénévoles. Pour ce qui est du nombre de bénévoles, le *National Trust* est d'ailleurs, de loin, l'association la plus grosse, loin devant *Age UK*, qui travaille avec 42 000 bénévoles, et *Oxfam*, 26 000. *Lloyd's Register Foundation*, l'association la plus riche, génère entièrement son capital⁶⁵, tout comme une entreprise. En règle générale, les autres associations gagnent l'essentiel de leurs fonds en se livrant à des activités caritatives et/ou sous forme de dons.
- 23 Ce tableau montre la diversité d'un monde associatif qui est aujourd'hui loin d'être formé d'organismes caritatifs vivant uniquement des dons des citoyens. Au contraire, la proportion du revenu gagné par les associations ne cesse d'augmenter depuis le début du XXI^e siècle et dépasse celle qui découle des dons depuis 2002-2003⁶⁶. Il révèle également que les dix associations les plus riches n'ont pas le même champ d'action que l'État et montre, ainsi, qu'en dépit des idées reçues, charité ne signifie pas nécessairement aider les personnes dans le besoin, aucune des associations figurant dans le top dix de ce classement n'ayant pour objectif principal d'aider les pauvres qui vivent sur le territoire

national. Ce phénomène est confirmé par le fait que la première association de ce classement à recevoir son capital pratiquement uniquement sous forme de dons est le *Arts Council of England* qui collecte 449,39 millions de livres sterling⁶⁷, suivi de *Cancer Research* avec 430,58 millions de livres⁶⁸. *CITB*, qui s'occupe de la formation continue des personnels travaillant dans les secteurs de l'industrie et du bâtiment collecte 161,13 millions de livres sous forme de dons. Selon ce classement, les trois domaines qui récolteraient l'essentiel des dons privés, loin devant le domaine social, seraient les arts, la santé et l'éducation. Depuis janvier 2016, *Oxfam*, par exemple, a récolté 124,80 millions de livres sous forme de dons privés, trois fois et demie moins que le *Arts Council*⁶⁹. Cependant, les chiffres proposés par *UK Giving* ne confirment pas totalement ce schéma. Si la recherche médicale reste effectivement la cause la mieux dotée avec 33% du total des dons, en revanche les arts semblent être le domaine qui recevrait la proportion de dons la plus faible, seulement 2% en 2014⁷⁰. Il est possible que la différence entre ces deux sources s'explique par l'échantillon utilisé par *UK Giving* pour ses calculs. Afin d'être le plus représentatif de la population en général, il est nécessairement mixte. Or, il est probable que les dons privés récoltés par le *Arts Council* proviennent de riches mécènes, moins nombreux mais donnant beaucoup plus, mécènes qui n'entrent pas dans l'échantillon utilisé par *UK Giving*. Quant à l'éducation, si de nombreuses associations caritatives s'occupent effectivement de formation continue, notamment au niveau des quartiers, les revenus collectés proviennent pour l'essentiel des frais de scolarité prélevés par les académies, qui ont le statut d'association. Si bien que si l'on exclut toute autre forme de financement que les dons privés, c'est la cause des enfants qui se retrouve en seconde position, attirant 30% des dons privés, suivie des hôpitaux et hospices 25% et des animaux 21%, loin devant les sans-abris avec 11% ou les personnes âgées 7%⁷¹.

- 24 Au total, même s'il semble difficile de tirer des conclusions définitives, une tendance se dégage toutefois. Les dons privés vont en priorité à des causes qui ne sont pas ou mal financées par l'État, comme la recherche médicale, la protection du patrimoine historique et naturel, les arts, les animaux, donnant la nette impression que les bénévoles ne s'investissent et n'investissent pas dans les domaines peu à peu abandonnés par l'État, ce qui est confirmé par le pourcentage très faible de personnes déclarant être impliquées dans du bénévolat social au moins une fois dans le courant de l'année 2013-2014⁷². Or cette tendance ne semble pas avoir évolué depuis la mise en place du projet de « *Big Society* » et des politiques d'austérité budgétaire affectant particulièrement l'État-providence à partir de 2010. Comme le concluent Mohan et Breeze, « les philanthropes montrent rarement une grande volonté de s'engager pour boucher les trous laissés par le retrait rapide des fonds publics⁷³. »

Conclusion

- 25 Dotée d'un capital de 600 millions de livres, en majorité en provenance de comptes privés dormants, la *Big Society Bank* est lancée le 29 juillet 2011⁷⁴, pilotée par *Big Society Capital Ltd*., un organisme indépendant. Quelques mois plus tôt, Nat Wei, un jeune trentenaire proche du Parti conservateur avait été nommé à la Chambre des Lords pour superviser la « *Big Society* », à titre gracieux. Comble de l'ironie, il démissionne moins d'un an plus tard affirmant qu'il a besoin de gagner de l'argent pour s'occuper de sa famille, ce que sa situation de bénévole ne lui permet pas de faire. Un an seulement après sa mise en place, la « *Big Society* » est déjà la risée de ses détracteurs les plus virulents et, en règle générale,

l'objet de nombreuses critiques, notamment de la part des autorités locales qui financent une grande partie des associations caritatives. La baisse importante des aides en provenance du gouvernement central explique cela. Au niveau institutionnel, un an seulement après sa mise en place, la « *Big Society* » montre déjà des signes de faiblesse. Quant à la société civile, malgré les incitations du gouvernement de coalition, elle ne semble pas plus grosse aujourd'hui qu'elle ne l'était avant mai 2010. Le nombre de bénévoles ainsi que d'associations caritatives est resté stable, de même que la quantité de dons privés collectés. Il y a même une baisse de tous ces éléments par rapport aux années ayant précédé la crise financière de 2008-2009. Le gouvernement de coalition n'a donc pas réussi à donner l'impulsion nécessaire à la société pour que celle-ci se reconstruise et soit en mesure de « réparer » la société dite « brisée ». Au contraire, rares sont aujourd'hui les associations qui dépendent uniquement des dons privés pour vivre. Beaucoup tentent de générer leurs propres profits en se livrant à des actions bénévoles, et elles sont aussi nombreuses à dépendre de l'aide des municipalités et donc des fonds publics pour exister. Mais avec l'austérité, ceux-ci ont été réduits, ce qui a mis de nombreuses associations dans la difficulté et favorisé les grosses associations-entreprises, c'est-à-dire celles qui avaient déjà adopté un modèle économique proche de celui du monde des affaires : employés rémunérés, stratégies pour faire du profit. Critiques de ce virage ainsi que des politiques d'austérité du gouvernement, certaines associations n'ont pas manqué de fustiger ce dernier, à l'instar du *Trussel Trust*, qui publia un rapport très critique en 2014. La réponse du gouvernement, à son tour très critique sur un monde associatif supposément neutre, expose tous les paradoxes d'une politique qui, d'un côté, voudrait inciter les associations caritatives à grossir pour être en mesure de remplacer peu à peu l'État dans certains domaines mais qui, de l'autre, ne veut pas qu'elles deviennent trop puissantes et aient le pouvoir, soit d'influencer les politiques gouvernementales en faisant du lobbying, soit de critiquer. Une autre incohérence semble inhérente à la vision même que beaucoup entretiennent du monde caritatif. Une majorité, dont l'ex-Premier ministre David Cameron, semble penser que son objectif est d'aider les plus défavorisés : « Nos associations caritatives font un travail vital, amenant les communautés à se souder et apportant du soutien aux personnes les plus vulnérables de notre société⁷⁵. » Or, les associations caritatives ne sont pas, pour une majorité d'entre elles, impliquées auprès des plus vulnérables. La tendance serait plutôt inverse puisque une forte proportion de ceux qui donnent leur temps et leur argent sont éduqués et appartiennent à la classe moyenne, voire à la classe moyenne supérieure. Ils soutiennent des causes qui leur sont proches, qui leur tiennent à cœur et, afin de constater les résultats de leurs actions, s'engagent dans leur communauté. En outre, la plupart des études tendent à démontrer également que les liens entre voisins ont plutôt tendance à se desserrer que l'inverse. A la proposition : « Seriez-vous d'accord pour dire que vous empruntez des choses et rendez des services à vos voisins : oui, plus ou moins, plutôt non, pas du tout », 21% répondent « oui » en 2012-2013 contre 19% l'année suivante, et 32% répondent « pas du tout » en 2012-2013 contre 38% l'année suivante⁷⁶. De même, la proportion qui prétend que les résidents d'une communauté se réunissent pour tenter d'améliorer le voisinage est de 68% en 2005, 67% en 2009-2010 et 60% en 2013-2011⁷⁷.

26 Ainsi, l'action de donner bénévolement, que ce soit du temps ou de l'argent, est une action fondamentalement individuelle, si ce n'est intéressée. Les gens donnent à des causes qui leur sont chères, auxquelles ils peuvent s'identifier, et ils le font autant pour se sentir bien eux-mêmes que pour aider autrui. C'est la raison pour laquelle ils donnent à

des causes proches d'eux, y compris physiquement ; ils peuvent ainsi prendre la mesure des résultats et en tirer une certaine satisfaction personnelle. Et ce qui déclenche chez eux l'envie de s'engager est souvent personnel : l'éducation qu'ils ont reçue, un ami bienveillant, le décès d'un proche d'une maladie pour laquelle la recherche médicale n'a pas encore trouvé de vaccin, etc. Payer des impôts n'est pas un acte libre et engage de surcroît un processus différent. Dans le meilleur des cas, il s'agit d'une contribution à l'État et, par son biais, à la société dans sa globalité. L'impôt bénéficie à tous de façon universelle. Dans ces conditions, pour les raisons énumérées plus haut, il semble difficile d'attendre du bénévolat qu'il intègre ce caractère universel et remplace, à échéance, un État qui peu à peu se retire particulièrement d'un domaine social que l'action bienveillante ne privilégie pas.

- 27 **Raphaële Espiet-Kilty est Maître de Conférences en civilisation britannique. Spécialisée en histoire politique contemporaine, ses recherches l'ont amenée à s'interroger sur la place du citoyen dans les politiques sociales des gouvernements conservateurs depuis 1979. Elle a récemment dirigé un numéro de l'Observatoire de la société britannique sur l'héritage du thatchérisme (*The Thatcher Legacy*) paru en novembre 2015.**

BIBLIOGRAPHIE

Cabinet Office, *Community Life Survey: England, 2013-14* Statistical Bulletin, juillet 2014.

CAMERON David, « A New Politics », *The Guardian*, 25 mai 2009.

CAMERON David, *Leadership Acceptance Speech*, 2005, <http://www.britishpoliticalspeech.org/speech-archive.htm?speech=315>.

CAMERON David, *The Big Society*, 10 novembre 2009, <http://conservative-speeches.sayit.mysociety.org/speech/601246>.

CAMERON David, *Cameron's Big Society Speech*, Liverpool, 19 juillet 2010, <https://www.gov.uk/government/speeches/big-society-speech>.

Charities Aid Foundation, *UK Giving 2014*, avril 2015, <https://www.cafonline.org/about-us/publications/2015-publications/uk-giving-2014> et <https://www.cafonline.org/about-us/publications/2016-publications/uk-giving-report-2015>.

HILTON Matthew and MCKAY James (dir), *The Ages of Voluntarism. How we got to the Big Society*, Oxford, Published for the British Academy by Oxford University, 2011.

HM Government, *The Giving White Paper*, Cmd 8084, mai 2011.

MOHAN John et BREEZE Beth, *The Logic of Charity. Great Expectations in Hard Times*, Houndmills, Palgrave MacMillan Pivot, 2016.

MOORE Charles, *Margaret Thatcher. The Authorized Biography. Volume One : Not For Turning*, Londres, Penguin, 2014.

National Council for Voluntary Organisations, *Pathway through Participation : What Creates and Sustains Active Citizenship?*, Briefing Paper n°3, septembre 2011.

National Council for Voluntary Organisations, *Participation : Trends, Facts and Figures*, An NCVO Almanac, mars 2011.

THATCHER Margaret, *The Downing Street Years*, Londres, Harper Collins Publishers, 1995.

THATCHER Margaret, *TV Interview for London Weekend World (« Victorian Values »)*, janvier 1983, <http://www.margareththatcher.org/speeches/displaydocument.asp?docid=105087>.

NOTES

1. « A Loose and baggy monster », KENDALL Jeremy et KNAPP Martin, « A Loose and Baggy Monster: Boundaries, Definitions and Typologies », in DAVIS SMTH Justin, ROCHESTER Colin et HEDLEY Rodney (dir.), *An Introduction to the Voluntary Sector*, London, 1995, cité dans HILTON Matthew and MCKAY James (dir.), *The Ages of Voluntarism*, Oxford University Press, 2011, p. 13.
2. TRENTMANN Frank, « Introduction », in TRENTMANN Frank (dir.), *Paradoxes of Civil Society : New Perspectives on Modern German and British History*, New York, 2000, p. 3, cité dans SHAPELY Peter, « Tenant Groups in Post-War Britain », in HILTON Matthew, *The Ages of Voluntarism, op. cit.*, p. 95.
3. HARRIS Jose, « Introduction », in HARRIS Jose (dir.), *Civil Society in British History : Identities and Institutions*, Oxford, 2003, p. 1, cité dans HILTON Matthew, *The Ages of Voluntarism, op. cit.*, p. 96. Pour les théories déclinistes, voir PROCHASKA Frank, *Christianity and Social Service in Modern Britain : The Disinherited Spirit*, Oxford, 2000, ou PUTNAM Robert D., *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*, New York, 2000.
4. « An all-powerful Leviathan », BEVERIDGE William, *Voluntary Action : A Report on the Methods of Social Advance*, London, 1948, p. 10, cité dans HILTON Matthew, *The Ages of Voluntarism, op. cit.*, p. 1.
5. HILTON Matthew, *The Ages of Voluntarism, op. cit.*, dans lequel l'auteur et ses contributeurs s'opposent à la thèse décliniste et citent de nombreuses autres études.
6. Déjà exprimée en 1983 à l'occasion d'un entretien donné à un magazine féminin et résumé en « there is no such thing as society » (« la société n'existe pas »), THATCHER Margaret, *Interview for London Weekend Television. Weekend World. At Ten Downing Street, 16 janvier 1983*, consulté le 26 février 2017: <http://www.margareththatcher.org/speeches/displaydocument.asp?docid=105087>.
7. Pour cet article, « communauté » sera toujours entendu dans le sens britannique du terme, à savoir un ensemble d'individus vivant les uns avec les autres dans un même quartier, un même village. Il s'agit en fait d'une communauté de voisinage.
8. « Society was made up of individuals and communities. If individuals were discouraged and communities disorientated by the state stepping in to take decisions which should properly be made by people, families and neighbourhoods then society's problems would grow not diminish », THATCHER Margaret, *The Downing Street Years*, Londres, HarperCollinsPublishers, 1995, p. 626.
9. « Victorian values or virtues », *ibid.* p. 627.
10. En 1988, Margaret Thatcher déclare : « I owe whatever I have been able to do to the upbringing which I had from a very very good Rotarian » (« Tout ce que j'ai réussi à accomplir, je le dois à l'éducation que j'ai reçue d'un très très bon rotarien »), cité dans FILBY Eliza, « Christianity, Voluntarism and the State in the 1980s », in HILTON Matthew, *The Ages of Voluntarism, op. cit.*, p. 147. Alfred Roberts était un membre actif du Rotary Club dont la devise

est « Service above Self » (« Servir d'abord »). Pour une étude informée sur l'enfance de Margaret Thatcher voir la biographie de Charles MOORE, *Margaret Thatcher. The Authorized Biography. Volume One : Not For Turning*, London, Penguin, 2014.

11. Le concept est tellement important pour les travaillistes qu'il semble peu approprié de le traduire en français dans le texte, d'autant qu'il est impossible de le faire sans passer par une périphrase : « donner le pouvoir de », « donner les moyens de ».

12. La référence à la « Troisième Voie » (« The Third Way ») d'Anthony Giddens est ici évidente. HILTON Matthew, *The Ages of Voluntarism*, op. cit., p. 164.

13. « [...] we are all in this together », CAMERON David, *Leadership Acceptance Speech*, 2005, consulté le 26 février 2017 : <http://www.britishpoliticalspeech.org/speech-archive.htm?speech=315>.

14. « If you want to build a modern, compassionate Conservative Party, come and join us », *ibid*.

15. C'est en fait la façon dont ses propos ont été interprétés par la presse quotidienne qui a fait que l'on retient aujourd'hui uniquement le début de la citation, le fameux « la société n'existe pas » (« There is no such thing as society »). Ce qu'elle dit dans le reste de l'entretien est que, par société, les gens entendent État, ce même État vers lequel ils se tourneraient dès qu'ils ont un problème. A cela elle oppose sa vision : la société (donc l'État) n'est pas responsable, il appartient aux individus, aux hommes, aux femmes, etc., de régler leurs propres problèmes.

16. « There is such a thing as society, it's just not the same thing as the state », CAMERON David, *Leadership Acceptance Speech*, op. cit.

17. « [...] giv(e) people the power to work collectively with their peers to solve common problems », CAMERON David, « A New Politics », *The Guardian*, 25 mai 2009.

18. « Actively helping to create the big society ; directly agitating for, catalysing and galvanising social renewal », CAMERON David, *The Big Society*, 10 novembre 2009, consulté le 26 février 2017 : <http://conservative-speeches.sayit.mysociety.org/speech/601246>.

19. « The big society demands mass engagement : a broad culture of responsibility, mutuality and obligation », *ibid*.

20. <https://www.gov.uk/government/get-involved/take-part/national-citizen-service>, consulté le 26 février 2017.

21. « So government must foster and support a new culture of voluntarism, philanthropy, social action », CAMERON David, *Cameron's Big Society Speech*, Liverpool, 19 juillet 2010, consulté le 26 février 2017 : <https://www.gov.uk/government/speeches/big-society-speech>.

22. Les réductions sont proportionnelles au montant de l'impôt. En outre, tout contribuable ayant rempli un coupon *Gift Aid* adressé à l'association de son choix permet à celle-ci d'obtenir une subvention supplémentaire équivalant à 1/20^e de la somme donnée : <https://www.gov.uk/donating-to-charity/gift-aid>, consulté le 26 février 2017.

23. 28% de chaque somme versée pour l'achat d'un billet est reversé pour des bonnes causes : <http://www.lotterygoodcauses.org.uk>, consulté le 26 février 2017.

24. HM Government, *Giving White Paper*, Cm 8084, mai 2011, consulté le 26 février 2017 : https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/78915/giving-white-paper2.pdf et https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/78916/17541-WP-Update-Version-2.pdf

25. A titre d'exemple, 39% avaient fait du bénévolat formel au moins une fois durant l'année 2001, 29% en 2005, 25% en 2009-2010 et 2010-2011 (les deux années plus basses après la crise), 29% en 2012-2013 et 27% en 2013-2014. Cabinet Office, *Community Life Survey : England, 2013-14 Statistical Bulletin*, juillet 2014, consulté le 26 février 2017 : https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/446654/Community_Life_Survey_2013-14_Bulletin.pdf

26. Par exemple, pouvoir dire qu'on a donné des vêtements permet d'éviter de dire d'éventuels mensonges quant au don d'argent. Voir *Charities Aid Foundation, UK Giving 2014*, avril 2015,

consulté le 26 février 2017 : <https://www.cafonline.org/docs/default-source/about-us-publications/caf-ukgiving2014>

27. *Community Life Survey : England, 2013-14 Statistical Bulletin*, *op. cit.*, p. 6. Deux études de la CLS seront citées pour cet article. Celle-ci sera ainsi : CLS 1.

28. CAF, *op. cit.*, p. 7.

29. CLS 1, *op. cit.*, p. 8.

30. CAF, *op. cit.*, p. 6.

31. *Ibid.*, p. 5.

32. Cabinet Office, *Community Life Survey 2013 to 2014 : data*, juillet 2014, consulté le 26 février 2017 : <https://www.gov.uk/government/publications/community-life-survey-2013-to-2014-data>, table 3. Cette étude sera désormais référencée ainsi : CLS 2.

33. *Ibid.*

34. *Ibid.*, table 5 et CAF, *op. cit.*, p. 8.

35. 31/456 sondés ont participé à au moins une action de bénévolat formel par mois en 2013-2014, 28 en 2012-2013. CLS 2, *op. cit.*

36. « Those aged 16-24 are the least likely to be involved in charitable giving or social action », *ibid.*, p. 5 et p. 8. À la question « volunteered for a charity during the last four weeks », la réponse est « oui » pour 5% des 16-24 ans, *ibid.*

37. *National Citizen Service*, consulté le 26 février 2017 : <https://www.gov.uk/government/get-involved/take-part/national-citizen-service>

38. 23 sondés en 2010-2011, 28 en 2012-2013 et 31/456 en 2013-2014, CLS 2, *op. cit.*, tableau 3.

39. *Ibid.*, table 4.

40. *Ibid.*, tableau 5.

41. CAF, *op. cit.*, table 1, p. 8.

42. *UK Giving* ne fournit pas d'indications sur l'appartenance ethnique des bénévoles.

43. CLS 2, *op. cit.*, tableau 5.

44. *Ibid.*, tableau 3.

45. *National Council for Voluntary Organisations, Participation : Trends, Facts and Figures. An NCVO Almanac*, London, mars 2011, p. 16.

46. *Ibid.*

47. *Ibid.*

48. Le NCVO fonde son étude sur les résultats du *Citizenship Survey* de 2005.

49. *UK Giving*, *op. cit.*, p. 14.

50. *NCVO*, *op. cit.*, p. 15.

51. *UK Giving*, *op. cit.*, p. 8.

52. *Ibid.*

53. *Ibid.*, p. 12.

54. *National Council for Voluntary Organisations, Pathways through Participation*, 2011, p. 9.

55. *NCVO, UK Civil Society Almanac 2016. Volunteer Profiles*, 2016.

56. 19612 pour le Sud Ouest et 29612 pour le Sud Est.

57. 19612 pour le Sud Ouest et 29612 pour le Sud Est.

58. Le Sud Est est trois fois plus peuplé que le Nord Est de l'Angleterre. A ce titre, il semble logique qu'il y ait plus d'associations répertoriées dans cette région. Cependant, il y a plus de cinq fois et demie d'associations dans le Sud Est que dans le Nord Est et donc un ratio par habitant beaucoup plus élevé.

59. CLS 2, *op. cit.*, tableau 7.

60. *Ibid.*

61. MOHAN John et BREEZE Beth, *The Logic of Charity. Great Expectations in Hard Times*, Houndmills, Palgrave MacMillan Pivot, 2016, tableau 3.4.

62. *Ibid.*

63. Voir <http://apps.charitycommission.gov.uk/Showcharity/RegisterOfCharities/SectorData/HistoricalData.aspx>, consulté le 26 février 2017.
64. Voir <http://apps.charitycommission.gov.uk/Showcharity/RegisterOfCharities/SectorData/Top10Charities.aspx>, consulté le 26 février 2017.
65. En définitive, la fondation est un simple bénéficiaire. Le capital est généré par le groupe Lloyd's qui reverse une partie de ses bénéfices (en fait des dividendes).
66. NCVO, *Almanac 2016 : The latest data on the voluntary sector*, consulté le 26 février 2017 : <http://blogs.ncvo.org.uk/2016/04/11/almanac-2016-the-latest-data-on-the-voluntary-sector/>
67. <http://apps.charitycommission.gov.uk/Showcharity/RegisterOfCharities/CharityWithPartB.aspx?RegisteredCharityNumber=1036733&SubsidiaryNumber=0>, consulté le 26 février 2017.
68. <http://apps.charitycommission.gov.uk/Showcharity/RegisterOfCharities/CharityWithPartB.aspx?RegisteredCharityNumber=1089464&SubsidiaryNumber=0>, consulté le 26 février 2017.
69. <http://apps.charitycommission.gov.uk/Showcharity/RegisterOfCharities/CharityWithPartB.aspx?RegisteredCharityNumber=202918&SubsidiaryNumber=0>, consulté le 26 février 2017.
70. *UK Giving, op. cit.*, figure 4, p. 14.
71. *UK Giving, op. cit.*, p. 14.
72. *CLS 2, op. cit.*, tableau 7.
73. « Philanthropists rarely show a lot of willingness to step in to plug the gap left by the rapid withdrawal of public funds », MOHAN et BREEZE, *The Logic of Charity, op. cit.*
74. <https://www.gov.uk/government/news/big-society-bank-launched>, consulté le 26 février 2017.
75. « Our charities undertake vital work, bringing communities together and providing support for the most vulnerable members of our society », David Cameron cité par MOHAN et BREEZE, *The Logic of Charity, op. cit.*
76. *CLS 1, op. cit.*, p. 14.
77. *Ibid.*, p. 16.
-

RÉSUMÉS

Depuis les années 1970 et la mise en place d'un modèle économique néolibéral, tous les gouvernements britanniques, conservateurs comme travaillistes, cherchent à réduire le rôle de l'État, particulièrement dans le domaine social. La solution préconisée semble être de rendre le pouvoir à la société civile partant du postulat que la base est mieux à même d'agir en toute connaissance de cause pour régler les problèmes qui l'affectent. Le parti pris est donc que des individus, que ce soit à titre privé ou dans le cadre d'associations peuvent, par le biais d'actions philanthropiques, régler les problèmes de la société, alors que l'État ne le peut pas. Au-delà de la question du lien entre société civile et État, se profile également une autre question : celle des pouvoirs de la société civile. Imaginée ? Idéalisée ? Opérante ? La société civile peut-elle assumer les fonctions de l'État-providence ? Pour répondre il convient de savoir qui sont les bénévoles et également de comprendre pour quelles causes ils s'engagent en se concentrant sur la période 2010-2015, intervalle durant lequel le gouvernement de coalition exhorte la société civile ou « Big

Society » à se construire – ou reconstruire – pour pallier le démantèlement de l'État-providence, accéléré par des mesures d'austérité budgétaire.

Since the 1970s and the introduction of a neoliberal economic model, British governments, whether Conservative or Labour, have attempted to roll back the state, particularly as far as social policy is concerned. The favoured solution has been to give power back to civil society based on the assumption that grassroots society is better able to solve the problems that affect it. The reasoning is clearly that philanthropy can cure Britain's ailing society whereas welfare policies cannot. In addition to the issue of the changing relation between civil society and the state, another related issue needs to be considered: that of the power of civil society. Imagined? Idealised? Effective? Can civil society replace the welfare state? To answer these questions, one needs to consider who the volunteers are and what causes they commit themselves to, focussing on 2010-2015, a period during which the coalition government urged civil society or the Big Society to re-build itself to fill the gaps left by the dismantling of the welfare state accelerated by austerity-driven reductions in public funds.

INDEX

Mots-clés : société civile, bénévolat, Big Society, gouvernement de coalition.

Keywords : civil society, volunteering, Big Society, coalition government.

AUTEUR

RAPHAËLE ESPIET-KILTY

Université Blaise Pascal Clermont II